

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Ludger

Code géographique : 30072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Létourneau, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Ludger pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-10 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Ludger, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Ludger au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Ludger inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) consolidé de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme consolidé.

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201
Saint-Georges

DATE 2015-03-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 212 622	1 263 011	1 226 091			1 226 091
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 503	10 310	10 521			10 521
Quotes-parts	3						
Transferts	4	560 120	414 196	467 048			467 048
Services rendus	5	69 812	51 245	40 418			40 418
Imposition de droits	6	26 949	31 150	41 533			41 533
Amendes et pénalités	7		250				
Intérêts	8	18 042	14 000	15 993			15 993
Autres revenus	9	(911)				41 580	26 580
	10	1 897 137	1 784 162	1 801 604		41 580	1 828 184
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	471 334		40 356			40 356
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	471 334		40 356			40 356
	18	2 368 471	1 784 162	1 841 960		41 580	1 868 540
Charges							
Administration générale	19	254 591	251 515	230 448	5 397		235 845
Sécurité publique	20	127 439	157 303	152 633	35 832		188 465
Transport	21	576 814	580 403	582 367	189 002		771 369
Hygiène du milieu	22	209 734	311 026	259 762	132 680		392 442
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	57 435	52 201	51 612		49 641	86 253
Loisirs et culture	25	98 828	105 575	99 976	7 008		106 984
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	67 828	64 264	62 291			62 291
Amortissement des immobilisations	28	362 258		369 919	(369 919)		
	29	1 754 927	1 522 287	1 809 008		49 641	1 843 649
Excédent (déficit) de l'exercice	30	613 544	261 875	32 952		(8 061)	24 891

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	613 544		261 875	32 952	(8 061)	24 891
Moins: revenus d'investissement	2	(471 334)	()	()	(40 356)	()	(40 356)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	142 210		261 875	(7 404)	(8 061)	(15 465)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	362 258			369 919	8 709	378 628
Produit de cession	5	6 000					
(Gain) perte sur cession	6	31 730					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	399 988			369 919	8 709	378 628
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(164 100)	(186 200)	(170 400)	()	()	(170 400)
	18	(164 100)	(186 200)	(170 400)			(170 400)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(77 702)	(75 675)	(85 988)	()	()	(85 988)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				11 000		11 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	38 751			6 000		6 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(20 039)			(57 336)		(57 336)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 890)			(1 952)		(1 952)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(60 880)	(75 675)		(128 276)		(128 276)
	26	175 008	(261 875)		71 243	8 709	79 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	317 218			63 839	648	64 487

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	471 334				40 356		40 356
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(12 011)	()	()	()	()	()	()
Sécurité publique	3	(7 879)	()	()	(5 662)	()	()	(5 662)
Transport	4	(104 394)	(42 300)	()	(283 847)	()	()	(283 847)
Hygiène du milieu	5	(481 018)	(25 375)	()	(19 474)	()	()	(19 474)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(25 002)	(8 000)	()	(52 747)	()	()	(52 747)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()	()
	10	(630 304)	(75 675)	()	(361 730)	()	()	(361 730)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()	()
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13							
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	77 702	75 675		85 988			85 988
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15				76 693			76 693
Excédent de fonctionnement affecté	16	81 268			184 927			184 927
Réserves financières et fonds réservés	17							
	18	158 970	75 675		347 608			347 608
	19	(471 334)			(14 122)			(14 122)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20				26 234			26 234

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	613 544		261 875		32 952	(8 061)	24 891
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	630 304 )	(	75 675 )	(	361 730 )	(	361 730)
Produit de cession	3	6 000						
Amortissement	4	362 258			369 919	8 709		378 628
(Gain) perte sur cession	5	31 730						
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(230 316)		(75 675)		8 189	8 709	16 898
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(2 086)			1 778			1 778
Variation des autres actifs non financiers	10	(4 377)			(4 918)			(4 918)
	11	(6 463)			(3 140)			(3 140)
	12	376 765		186 200		38 001	648	38 649
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	376 765		186 200		38 001	648	38 649
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 401 487)			(1 024 722)	11 561		(1 013 161)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 401 487)			(1 024 722)	11 561		(1 013 161)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 024 722)			(986 721)	12 209		(974 512)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	559 812	273 454	12 001	285 455
Placements temporaires	2	300 349	300 351		300 351
Débiteurs (note 5)	3	499 939	538 801	1 533	540 334
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 360 100	1 112 606	13 534	1 126 140
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	201 136	92 860	825	93 685
Revenus reportés (note 12)	13	2 586	11 567	500	12 067
Dette à long terme (note 13)	14	2 181 100	1 994 900		1 994 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 384 822	2 099 327	1 325	2 100 652
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 024 722)	(986 721)	12 209	(974 512)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	8 145 907	8 137 718	105 361	8 243 079
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	193 322	193 322		193 322
Stocks de fournitures	20	8 966	7 188		7 188
Autres actifs non financiers (note 17)	21	37 734	42 652		42 652
	22	8 385 929	8 380 880	105 361	8 486 241
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	644 492	620 638		620 638
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	285 570	151 979	12 209	164 188
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(60 133)	(62 085)		(62 085)
Financement des investissements en cours	26		26 234		26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 371 012	6 533 223	105 361	6 638 584
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	7 361 207	7 394 159	117 570	7 511 729

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	613 544	32 952	(8 061)	24 891
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	362 258	369 919	8 709	378 628
Autres					
- Perte sur disposition immob.	3	31 730			
-	4				
	5	1 007 532	402 871	648	403 519
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(39 215)	(38 862)	24 228	(14 634)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(144 217)	(108 276)	(28 523)	(136 799)
Revenus reportés	9	(83 943)	8 981	500	9 481
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(2 086)	1 778		1 778
Autres actifs non financiers	13	(4 377)	(4 918)		(4 918)
	14	733 694	261 574	(3 147)	258 427
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	630 304 ) (	361 730 ) (	) (	361 730)
Produit de cession	16	6 000			
	17	(624 304)	(361 730)		(361 730)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23				
Remboursement de la dette à long terme	24 (	179 200 ) (	186 200 ) (	) (	186 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(179 200)	(186 200)		(186 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(69 810)	(286 356)	(3 147)	(289 503)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	929 971	860 161	15 148	875 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	860 161	573 805	12 001	585 806

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	284 342	267 303	282 447		282 447
Charges sociales	2	31 896	33 222	31 632		31 632
Biens et services	3	775 915	1 043 604	925 635	40 932	951 567
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	18 063	62 215	32 099		32 099
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	40 871	2 049	30 192		30 192
D'autres tiers	7	8 894				
Autres frais de financement	8					
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	192 971	90 302	103 237		103 237
Autres	10					
Autres organismes	11					
Amortissement des immobilisations	12	362 258		369 919	8 709	378 628
Autres						
- Dons et contributions	13	39 717	23 592	33 847		33 847
-	14					
-	15					
	16	1 754 927	1 522 287	1 809 008	49 641	1 843 649

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	1 226 091	1 212 622
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 521	10 503
Quotes-parts	3		
Transferts	4	507 404	1 108 908
Services rendus	5	40 418	69 812
Imposition de droits	6	41 533	26 949
Amendes et pénalités	7		
Intérêts	8	15 993	18 042
Autres revenus	9	26 580	2 349
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	1 868 540	2 449 185
Charges			
Administration générale	12	235 845	262 832
Sécurité publique	13	188 465	162 934
Transport	14	771 369	757 615
Hygiène du milieu	15	392 442	340 447
Santé et bien-être	16		
Aménagement, urbanisme et développement	17	86 253	52 896
Loisirs et culture	18	106 984	105 836
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	62 291	67 828
	21	1 843 649	1 750 388
Excédent (déficit) de l'exercice	22	24 891	698 797
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	7 486 838	6 788 041
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	7 486 838	6 788 041
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	7 511 729	7 486 838

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 891	698 797
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(361 730)	(748 775)
Produit de cession	3		6 000
Amortissement	4	378 628	366 659
(Gain) perte sur cession	5		31 730
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	16 898	(344 386)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	1 778	(2 086)
Variation des autres actifs non financiers	10	(4 918)	(4 379)
	11	(3 140)	(6 465)
	12	38 649	347 946
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	38 649	347 946
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 013 161)	(1 361 107)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 013 161)	(1 361 107)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(974 512)	(1 013 161)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	285 455	574 960
Placements temporaires	2	300 351	300 349
Débiteurs (note 5)	3	540 334	525 700
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 126 140	1 401 009
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	93 685	230 484
Revenus reportés (note 12)	13	12 067	2 586
Dette à long terme (note 13)	14	1 994 900	2 181 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 100 652	2 414 170
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(974 512)	(1 013 161)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	8 243 079	8 259 977
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	193 322	193 322
Stocks de fournitures	20	7 188	8 966
Autres actifs non financiers (note 17)	21	42 652	37 734
	22	8 486 241	8 499 999
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 511 729	7 486 838

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 891	698 797
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	378 628	366 659
Autres			
- Perte sur disposition immob.	3		31 730
-	4		
	5	403 519	1 097 186
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(14 634)	(64 816)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(136 799)	(115 694)
Revenus reportés	9	9 481	(83 943)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 778	(2 086)
Autres actifs non financiers	13	(4 918)	(4 379)
	14	258 427	826 268
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(361 730)	(748 775)
Produit de cession	16		6 000
	17	(361 730)	(742 775)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(186 200)	(179 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(186 200)	(179 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(289 503)	(95 707)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	875 309	971 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	585 806	875 309

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ludger est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les estimations importantes comprennent la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et de l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Toutefois, il est de l'avis de la direction qu'au moment de la préparation des états financiers, les estimations utilisées reflètent adéquatement la situation de la municipalité.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable d'un organisme municipal comprend l'ensemble des entités qui sont sous son contrôle. La Corporation Ludgéroise de développement (Colude) constitue un organisme consolidé, lequel est intégré selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles. Les taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les intérêts sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Placements temporaires

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût spécifique.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Autres	5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	69 645
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	209 825
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	32 802
Organismes municipaux	8	
Autres		
- Organismes et individus	9	228 062
-	10	
	11	540 334
		525 700
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	62 085
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	197 000
	15	259 085
		272 933
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	81 442	206 747
Salaires et avantages sociaux	38	4 351	3 234
Dépôts et retenues de garantie	39		10 655
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus à payer	42	7 892	9 848
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	93 685	230 484
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	6 567	2 586
Transferts	49		
Autres			
- subventions reportées	50	500	
- dépôt sur vente de terrain	51	5 000	
	52	12 067	2 586
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,80	4,15	2015	2019	53	1 994 900	2 181 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 994 900	2 181 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	1 994 900	2 181 100

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	344 100	80	89	97	344 100
2016	65	73	1 488 800	81	90	98	1 488 800
2017	66	74	18 200	82	91	99	18 200
2018	67	75	18 800	83	92	100	18 800
2019	68	76	125 000	84	93	101	125 000
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	1 994 900	86	95	103	1 994 900
Intérêts et frais accessoires				87	()	104	()
	71	79	1 994 900	88	96	105	1 994 900

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(1 233 597)	(1 286 094)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	62 085	60 133
Autres	108	197 000	212 800
	109	(974 512)	(1 013 161)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	2 521 253	138		165		192	2 521 253
Eaux usées	111	2 673 821	139		166		193	2 673 821
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	5 678 169	140	35 020	167		194	5 713 189
Autres	113	141 586	141	5 351	168		195	146 937
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	687 861	143	327 786	170		197	1 015 647
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	987 468	145		172		199	987 468
Ameublement et équipement de bureau	118	98 899	146		173		200	98 899
Machinerie, outillage et équipement divers	119	353 224	147	20 552	174		201	373 776
Terrains	120	7 428	148		175		202	7 428
Autres	121	4 423	149		176		203	4 423
	122	<u>13 154 132</u>	150	<u>388 709</u>	177		204	<u>13 542 841</u>
Immobilisations en cours	123	<u>81 268</u>	151	<u>(26 979)</u>	178		205	<u>54 289</u>
	124	<u>13 235 400</u>	152	<u>361 730</u>	179		206	<u>13 597 130</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	554 953	153	63 031	180	242	207	617 742
Eaux usées	126	1 433 542	154	66 846	181		208	1 500 388
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 737 613	155	143 639	182	(1)	209	1 881 253
Autres	128	38 648	156	7 403	183		210	46 051
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	239 391	158	26 078	185	(242)	212	265 711
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	591 877	160	43 616	187	1	214	635 492
Ameublement et équipement de bureau	133	89 487	161	984	188	675	215	89 796
Machinerie, outillage et équipement divers	134	285 489	162	27 031	189	(675)	216	313 195
Autres	135	4 423	163		190		217	4 423
	136	<u>4 975 423</u>	164	<u>378 628</u>	191		218	<u>5 354 051</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>8 259 977</u>					219	<u>8 243 079</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

Au cours de l'exercice, la répartition des immobilisations entre les diverses catégories a

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

été revue. Les modifications apportées ont été inscrites dans la colonne
cession/ajustement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	193 322	193 322
Autres	232		
	233	193 322	193 322
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	193 322	193 322

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	42 652	37 734
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	42 652	37 734

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté du Granit. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2014 est de 168 155 \$. La quote-part de la Municipalité dans la dette à long terme de la MRC est de 249 359 \$ au 31 décembre 2014.

Autres engagements

La Municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat de déneigement, auprès d'une compagnie, à verser un montant total de 57 646 \$. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 31 034 \$ en 2015 et à 26 612 \$ en 2016.

La Municipalité a octroyé un contrat au montant de 74 576 \$ pour la réfection du terrain de tennis. Au 31 décembre 2014, un montant de 40 375 \$ a été comptabilisé en lien avec les travaux effectués au cours de l'exercice.

La Municipalité s'est engagée à acquérir un terrain pour un montant de 19 260 \$ plus taxes.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, l'organisme contrôlé La Corporation Ludgéroise de développement n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014		2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	285 455		574 960
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	300 351		300 349
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	585 806		875 309

Note

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

24. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 620 638	644 492
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 164 188	297 131
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((62 085) ) (	(60 133))
Financement des investissements en cours	4 26 234	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 6 638 584	6 485 082
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 7 511 729	7 486 838

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Village Saint-Ludger	8 9 285	36 435
- Assurance feu	9	63 777
- Reconstruction garage	10	100 000
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 9 285	200 212

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Corporation Ludgéroise	18 12 209	11 561
-	19	
-	20	
	21 12 209	11 561

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 100 686	85 358
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 42 008	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 142 694	85 358
	39 164 188	297 131

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (62 085) ()	(60 133)
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (62 085) ()	(60 133)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 (62 085) ()	(60 133)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 26 234	
Investissements à financer	58 () ()	()
	59 26 234	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 8 243 079	8 259 977
Propriétés destinées à la revente	61 193 322	193 322
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 8 436 401	8 453 299
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 1 994 900	2 181 100
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (197 000) ()	(212 800)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (83) ()	(83)
	71 1 797 817	1 968 217
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 1 797 817	1 968 217
	74 6 638 584	6 485 082

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
	54	_____		_____	56	_____
Nombre de régimes à la fin de l'exercice			55			

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/o

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	1 994 900
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	42 008
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	259 085
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	793 094
---	---	---------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	900 713
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	900 713
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	249 359
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	1 150 072
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 150 072
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	884 850	892 969	892 635
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	67 135	67 799	61 813
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	951 985	960 768	954 448
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	36 170	34 933	34 700
Égout	11	123 460	73 930	73 102
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	129 225	127 399	121 907
Autres				
-FOSSES SEPTIQUES	14	22 171	23 400	23 354
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		5 661	5 111
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	311 026	265 323	258 174
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	311 026	265 323	258 174
	26	1 263 011	1 226 091	1 212 622

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	2 953	2 953	2 953
	31	2 953	2 953	2 953
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	7 357	7 568	7 550
	35	7 357	7 568	7 550
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	10 310	10 521	10 503
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	10 310	10 521	10 503

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	183 287	181 453	139 444
Enlèvement de la neige	58		43 843	43 843
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	133 359	140 939	187 401
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	8 000	10 946	11 719
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	25 650	25 650	25 650
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 000	1 842	10 821
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	352 296	404 673	418 878

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	40 356	40 356	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			471 334
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			77 454
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	40 356	40 356	548 788

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	61 900	62 375	47 780
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			93 462
	138	61 900	62 375	141 242
TOTAL DES TRANSFERTS	139	414 196	507 404	1 108 908

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	28 470	15 743	28 545
Sécurité publique	183	5 000	3 800	14 107
Transport				
Réseau routier	184	600	2 235	520
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	250	375	250
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			9 756
Loisirs et culture	193	16 925	18 265	16 634
Réseau d'électricité	194			
	195	51 245	40 418	69 812
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	51 245	40 418	69 812
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 150	3 200	3 660
Droits de mutation immobilière	198	10 000	23 005	3 250
Droits sur les carrières et sablières	199	18 000	15 328	20 039
Autres	200			
	201	31 150	41 533	26 949
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	250		
INTÉRÊTS	203	14 000	15 993	18 042
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(31 730)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		26 580	34 079
	212		26 580	2 349

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	41 785	42 009	462	42 471	42 471	42 201
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	151 617	141 262	4 935	146 197	146 197	151 489
Greffe	4	5 850					16 195
Évaluation	5	20 666	20 576		20 576	20 576	21 639
Gestion du personnel	6						
Autres	7	31 597	26 601		26 601	26 601	31 308
	8	251 515	230 448	5 397	235 845	235 845	262 832
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	78 485	78 184		78 184	78 184	77 650
Sécurité incendie	10	76 818	68 518	35 832	104 350	104 350	85 284
Sécurité civile	11	2 000	270		270	270	
Autres	12		5 661		5 661	5 661	
	13	157 303	152 633	35 832	188 465	188 465	162 934
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	416 061	402 987	161 709	564 696	564 696	561 074
Enlèvement de la neige	15	149 642	166 575	24 922	191 497	191 497	179 916
Éclairage des rues	16	10 550	10 080	2 371	12 451	12 451	13 167
Circulation et stationnement	17	1 425					857
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 725	2 725		2 725	2 725	2 601
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	580 403	582 367	189 002	771 369	771 369	757 615

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	36 170	29 429	63 273	92 702	89 373
Traitement des eaux usées	25	51 610	36 904	69 407	106 311	100 367
Réseaux d'égout	26	94 021	63 923	63 923	63 923	32 575
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	60 333	60 266	60 266	60 266	68 853
Élimination	28	34 500	34 170	34 170	34 170	31 835
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	15 735	27 765	27 765	27 765	10 585
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	4 275	5 058	5 058	5 058	4 762
Autres	34	3 093				
Plan de gestion	35	9 040				
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 249	2 247	2 247	2 247	2 097
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	311 026	259 762	132 680	392 442	340 447
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 673	17 618	17 618	17 618	16 916
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	41 528	33 994	33 994	68 635	35 980
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	52 201	51 612	51 612	86 253	52 896

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	9 275	14 671		14 671	12 242
Patinoires intérieures et extérieures	54	13 545	6 198		6 198	8 948
Piscines, plages et ports de plaisance	55	7 810	4 617		4 617	4 334
Parcs et terrains de jeux	56	42 360	50 572	7 008	57 580	53 062
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					315
	60	72 990	76 058	7 008	83 066	83 066
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	18 870	14 437		14 437	14 884
Bibliothèques	62	10 499	9 481		9 481	9 163
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 216				2 888
	66	32 585	23 918		23 918	26 935
	67	105 575	99 976	7 008	106 984	105 836
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	64 264	62 291		62 291	67 828
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	64 264	62 291		62 291	67 828
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74			369 919	(369 919)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Ludger (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201

Saint-Georges

DATE 2015-03-10

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	1 226 091
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	1 226 091

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	1 226 091
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 226 091</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	5 661		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>5 661</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 220 430</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>83 458 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>83 507 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>83 483 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 220 430</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>83 483 050</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 4 | 6 | 1 | 9 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 375		471 334
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	41 150	36 562	10 075
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		767	4 125
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	8 000		93 803
Autres infrastructures	11		57 331	1 132
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			9 147
Édifices communautaires et récréatifs	14		246 518	94 031
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18			13 055
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 150	20 552	52 073
Terrains	20			
Autres	21			
	22	75 675	361 730	748 775

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			471 334
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		94 660	93 803
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			15 332
Autres immobilisations	33		267 070	168 306
	34		361 730	748 775

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 181 100		186 200	1 994 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 181 100		186 200	1 994 900
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10			(42 008)	42 008
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	984 314		83 601	900 713
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	984 314		41 593	942 721
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	60 133		(1 952)	62 085
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	212 800		15 800	197 000
	19	272 933		13 848	259 085
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	272 933		13 848	259 085
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	923 853		130 759	793 094
Autres	23				
	24				
	25	1 196 786		144 607	1 052 179
	26	2 181 100		186 200	1 994 900
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	2 181 100		186 200	1 994 900

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	20 516	20 516	21 507
Autres	3	19 188	19 188	22 492
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 617	2 617	2 176
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 725	2 725	2 601
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	9 253	9 253	9 253
Matières résiduelles	12	11 683	22 440	118 434
Cours d'eau	13	2 248	2 248	2 097
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 019	2 019	1 934
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 608	16 824	15 519
Autres	21	2 170	2 170	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 275	3 237	3 323
Activités culturelles	23			2 888
Réseau d'électricité				
	24			
	25	90 302	103 237	192 971

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	4,00	40,00	***	***	***
Policiers	5	16,00	5,00	***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	22,00		***	***	***
Élus	9	7,00		31 510	1 385	32 895
	10	29,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13		140 939		140 939
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16		366 465		366 465
	17		507 404		507 404

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	20 576	28		54	20 576	80		106		20 576	132
Autres	3	209 872	29	5 397	55	215 269	81	15 743	107		199 526	133 7 475
	4	230 448	30	5 397	56	235 845	82	15 743	108		220 102	134 7 475
Sécurité publique												
Police	5	78 184	31		57	78 184	83		109		78 184	135
Sécurité incendie	6	68 518	32	35 832	58	104 350	84	3 800	110		100 550	136
Sécurité civile	7	270	33		59	270	85		111		270	137
Autres	8	5 661	34		60	5 661	86		112		5 661	138
	9	152 633	35	35 832	61	188 465	87	3 800	113		184 665	139
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	402 987	36	161 709	62	564 696	88	2 235	114		562 461	140
Enlèvement de la neige	11	166 575	37	24 922	63	191 497	89		115		191 497	141
Autres	12	10 080	38	2 371	64	12 451	90		116		12 451	142
Transport collectif	13	2 725	39		65	2 725	91		117		2 725	143
Autres	14		40		66		92		118			144
	15	582 367	41	189 002	67	771 369	93	2 235	119		769 134	145
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	29 429	43	63 273	69	92 702	95		121		92 702	147 46 614
Traitement des eaux usées	18	36 904	44	69 407	70	106 311	96		122		106 311	148
Réseaux d'égout	19	63 923	45		71	63 923	97		123		63 923	149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	94 436	46		72	94 436	98	375	124		94 061	150
Matières recyclables	21	32 823	47		73	32 823	99		125		32 823	151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23	2 247	49		75	2 247	101		127		2 247	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25		51		77		103		129			155
	26	259 762	52	132 680	78	392 442	104	375	130		392 067	156 46 614

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157		172	187	202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233	
Autres	159		174	189	204		219			234	
	160		175	190	205		220			235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	17 618	176	191	17 618	206	221	17 618		236	
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222			237	
Promotion et développement économique	163	33 994	178	193	33 994	208	223	33 994		238	8 202
Autres	164		179	194	209		224			239	
	165	51 612	180	195	51 612	210	225	51 612		240	8 202
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	76 058	181	7 008	83 066	211	17 252	226	65 814	241	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	9 481	182	197	9 481	212	1 013	227	8 468	242	
Autres	168	14 437	183	198	14 437	213	228	14 437	243		
	169	99 976	184	7 008	106 984	214	18 265	229	88 719	244	
Réseau d'électricité	170		185	200	215		230			245	
	171	1 376 798	186	369 919	1 746 717	216	40 418	231	1 706 299	246	62 291

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	361 730	630 304
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	361 730	630 304

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	644 492	427 274
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	644 492	427 274
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	63 839	317 218
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(11 000)	
Activités d'investissement	6	(76 693)	
Excédent de fonctionnement affecté	7		(100 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(23 854)	217 218
Solde à la fin de l'exercice	12	620 638	644 492
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	200 212	220 231
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	200 212	220 231
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(6 000)	(38 751)
Activités d'investissement	17	(184 927)	(81 268)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		100 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(190 927)	(20 019)
Solde à la fin de l'exercice	22	9 285	200 212
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	85 358	65 319
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	85 358	65 319
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	57 336	20 039
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	57 336	20 039
Solde à la fin de l'exercice	31	142 694	85 358

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (60 133)	(58 243)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (60 133)	(58 243)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (1 952)	(1 890)
Autres	43 ()	()
	44 (1 952)	(1 890)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 (1 952)	(1 890)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (62 085)	(60 133)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 26 234	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 26 234	
Solde à la fin de l'exercice	60 26 234	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 6 371 012	5 976 594
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 6 371 012	5 976 594
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 162 211	394 418
Solde à la fin de l'exercice	67 6 533 223	6 371 012

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution		
	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	42 008 12	13	14	42 008
	15	16	17	18	42 008 19	20	21	42 008

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 0 | 6 | 8 | 9 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 8 | 1 | 1 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 7 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | 9 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	| 1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières résiduelles - chalets	75,0000	4	
Matières résiduelles - fermes	225,0000	4	
Matières résiduelles - acériculteurs	75,0000	4	
Matières résiduelles - petites entr.	375,0000	4	
Matières résiduelles - locaux com.	225,0000	4	
Matières résiduelles- industries	375,0000	4	
Compteur d'eau - de 100 à 130	,9000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 130 à 160	,9500	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 160 à 190	1,0000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 190 à 240	1,1000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 240 à 320	1,2000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 320 à 570	1,3500	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 570 à 770	1,5000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - plus de 770	2,0000	7	mètres cubes

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	245 572 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 212, rue de la Salle
(no) (rue)
Saint-Ludger (Québec) G0M 1W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 548-5408
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 548-5743
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stludger.dg@sogetel.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Julie Létourneau

Téléphone (819) 548-5408
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 548-5743
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stludger.dg@sogetel.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 10665, 1re Avenue, bureau 300
(no) (rue)
Saint-Georges (Québec) G5Y 6X8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 228-9761
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 228-3762
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jonathan.maheux@blanchette-vachon.com

Responsable du dossier M. Jonathan Maheux, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Létourneau , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Ludger pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-03-10 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Ludger consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Ludger détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 24 891 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,4619 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-10 10:37:35

Date de transmission au Ministère : 2015/04/02

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Ludger

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	1 897 137	1 784 162	1 801 604	41 580	1 828 184
Investissement	2	471 334		40 356		40 356
	3	2 368 471	1 784 162	1 841 960	41 580	1 868 540
Charges	4	1 754 927	1 522 287	1 809 008	49 641	1 843 649
Excédent (déficit) de l'exercice	5	613 544	261 875	32 952	(8 061)	24 891
Moins : revenus d'investissement	6 (	471 334 ) (	) (	40 356 ) (	) (	40 356)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	142 210	261 875	(7 404)	(8 061)	(15 465)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	362 258		369 919	8 709	378 628
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	164 100 ) (	186 200 ) (	170 400 ) (	) (	170 400)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	77 702 ) (	75 675 ) (	85 988 ) (	) (	85 988)
Excédent (déficit) accumulé	12	16 822		(42 288)		(42 288)
Autres éléments de conciliation	13	37 730				
	14	175 008	(261 875)	71 243	8 709	79 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	317 218		63 839	648	64 487

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	499 939	538 801	540 334
Autres	2	860 161	573 805	585 806
	3	1 360 100	1 112 606	1 126 140
Passifs				
Dette à long terme	4	2 181 100	1 994 900	1 994 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	203 722	104 427	105 752
	7	2 384 822	2 099 327	2 100 652
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 024 722)	(986 721)	(974 512)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	8 145 907	8 137 718	8 243 079
Autres	10	240 022	243 162	243 162
	11	8 385 929	8 380 880	8 486 241
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	644 492	620 638	620 638
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	285 570	151 979	164 188
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	(60 133) ) (	(62 085) ) (	(62 085)) (
Financement des investissements en cours	15		26 234	26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	6 371 012	6 533 223	6 638 584
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	7 361 207	7 394 159	7 511 729
				7 486 838

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Village Saint-Ludger	19	9 285	36 435
- Assurance feu	20		63 777
- Reconstruction garage	21		100 000
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	9 285	200 212
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	12 209	11 561
	30	21 494	211 773
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	142 694	85 358
	33	164 188	297 131

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement						
Taxes	1	1 212 622		1 263 011	1 226 091	1 226 091
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 503		10 310	10 521	10 521
Quotes-parts	3					
Transferts	4	560 120		414 196	467 048	467 048
Services rendus	5	69 812		51 245	40 418	40 418
Autres	6	44 080		45 400	57 526	84 106
	7	1 897 137		1 784 162	1 801 604	1 828 184
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	471 334			40 356	40 356
Autres	11					
	12	471 334			40 356	40 356
	13	2 368 471		1 784 162	1 841 960	1 868 540

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	20 666	20 576		20 576	21 639
Autres	2	230 849	209 872	5 397	215 269	241 193
Sécurité publique						
Police	3	78 485	78 184		78 184	77 650
Sécurité incendie	4	76 818	68 518	35 832	104 350	85 284
Autres	5	2 000	5 931		5 931	
Transport						
Réseau routier	6	577 678	579 642	189 002	768 644	755 014
Transport collectif	7	2 725	2 725		2 725	2 601
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	181 801	130 256	132 680	262 936	222 315
Matières résiduelles	10	126 976	127 259		127 259	116 035
Autres	11	2 249	2 247		2 247	2 097
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	10 673	17 618		17 618	16 916
Promotion et développement économique	14	41 528	33 994		33 994	35 980
Autres	15					
Loisirs et culture	16	105 575	99 976	7 008	106 984	105 836
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	64 264	62 291		62 291	67 828
Amortissement des immobilisations	19		369 919	(369 919)		
	20	1 522 287	1 809 008		1 809 008	1 750 388

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3